

« PROLETAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS ! »

AVANT GARDE

JEUNESSE

JOURNAL DE
LA JEUNESSE
COMMUNISTE
REVOLUTIONNAIRE



Numéro 14

27 Mai 1968

Prix : 1 franc

Toute correspondance AVANT-GARDE JEUNESSE - B.P. 39- 16 Paris

Abonnements 12 numéros : Pli ouvert : France, 11 F; Etranger, 15 F; Pli fermé : France, 19 F; Etranger 25 F; Soutien, minimum, 20 F



**LE POUVOIR SE CONQUIERT
DANS LES USINES ET DANS LA RUE**

Situations révolutionnaires...

Les orateurs de la gauche unie s'en sont donné à cœur joie. Il était facile de retourner contre de pouvoir gaulliste, en piteuse posture, les invectives dont il couvrait lui-même le « régime des partis ». L'Economie paralysée, l'Université en Révolte, les services publics en grève, le gouvernement impuissant et ridicule... C'est cela le régime stable et fort que vantent sans cesse les ministres gaullistes ? Ne connu-t-on jamais sous la Quatrième République pareille anarchie ?

Mais que messieurs les parlementaires de l'Opposition ne s'esclaffent pas trop fort. La crise actuelle ne dément pas uniquement les prétentions gaullistes. Elles est la critique vivante de leur propre attitude politique.

Du camarade Juquin, dirigeant et député communiste, au président Billières, leader de la Fédération, combien de fois, ces messieurs ont-ils raillé les « jeunes gens romantiques » qui pensent tout comme autrefois, que l'ordre capitaliste peut être détruit (et mérite de l'être) par la violence révolutionnaire de millions de travailleurs défilant dans l'usine et dans la rue le pouvoir établi !

Combien de fois, nous fut-il expliqué que des temps nouveaux avaient surgi : le capitalisme serait parvenu à surmonter ses contradictions fondamentales. La production de masse aurait ouvert la voie à la « société de consommation » ; le « consensus » entre les citoyens l'emporteraient sur leurs divisions : la société industrielle connaîtrait l'atténuation des conflits sociaux, les crises révolutionnaires appartiendraient au domaine de l'histoire de France ; dans la société d'abondance, on voit mal comment elles pourraient surgir. Il convient de laisser la « révolution prolétarienne » aux nostalgiques du XIX^e siècle ou aux peuples du Tiers-Monde. Les gens sérieux ne rêvent pas. Ils sont constructifs, et formulent des revendications modestes et concrètes.

Mais que construisent-ils sinon la société bourgeoise dont ils sont l'opposition respectueuse ?

La crise présente détruit les thèses de l'opposition parlementaire, comme elle ruine le mythe de la stabilité gaulliste. Elle peut engendrer une situation prérévolutionnaire. Si un véritable parti communiste se trouvait à la tête de la classe ouvrière, il pourrait mener aujourd'hui les travailleurs à la conquête du pouvoir.

SITUATIONS REVOLUTIONNAIRES

Les réformistes de tout poil ont propagé dans les masses une vision apocalyptique de la crise révolutionnaire : il y a une situation révolutionnaire, lorsque la débâcle économique, l'effondrement de l'Etat, la paralysie des Institutions, ont privé de toute efficacité le recours aux procédures légales. La crise révolutionnaire est une période de chaos et de ténébre, telle qu'en connurent la Russie tsariste en 17 ou l'Allemagne de Weimar en 1929. Il va sans dire que lorsque une telle situation se présente, les réformistes n'en profitent pas pour abattre le régime chancelant, mais s'empresse de réaliser « l'union nationale » afin de sortir le pays du malheur, au grand soulagement des classes dominantes.

En fait il s'agit là d'une division idéologique qui permet d'expliquer aux masses soit que

la « situation n'est pas mûre » - soit qu'elle est si grave que tous les citoyens doivent serrer les coudes.

La théorie scientifique, la théorie léniniste de la crise révolutionnaire est plus complexe. La situation révolutionnaire se définit par la combinaison de 3 critères : en premier lieu la résignation et la soumission des masses devant l'ordre bourgeois disparaît et fait place à leur activité collective en vue de prendre en mains leurs propres affaires : « Ceux d'en bas ne veulent pas être dirigés comme précédemment ».

En second lieu, le système connaît une crise objective qui paralyse son fonctionnement : « Ceux d'en haut ne peuvent plus gouverner comme précédemment ».

Enfin la classe ouvrière parvient à gagner la neutralité d'une partie des classes moyennes et la sympathie agissante de l'autre partie.

La combinaison de ces critères ne fournit pas un prototype unique de la crise révolutionnaire. Il y a divers types de situations révolutionnaires possibles. Les crises d'effondrement de l'Etat par défaite militaire ou catastrophe économique, définissent un type de situation révolutionnaire mais non le seul. Un autre type de situation révolutionnaire est donné par les crises politiques ou sociales qui surgissent en période de paix militaire et de « calme » économique, mais qui s'en secouent pas moins très violemment l'ordre établi et précipitent dans la lutte anti-capitaliste les travailleurs par millions. La France de 1936, la Belgique de décembre 60-janvier 61 correspondent à ce second type de situation révolutionnaire.

ET LA FRANCE DE 68

Aujourd'hui, en France, il est clair que la première et la troisième conditions se trouvent réunies. En dix années de régime gaulliste, un mécontentement profond s'est accumulé dans toutes les catégories de la population. Ce mécontentement a explosé à diverses reprises, cette année, sous forme de grèves sauvages et de manifestations violentes (Rhodiaceta, Le Mans, Mulhouse, Caen, Etc...)

La riposte du mouvement étudiant à la vague de répression policière déclenchée par le gouvernement fut le détonateur qui mit finalement le feu à la poudrière sociale. Des masses considérables se sont mises en mouvement contre le régime gaulliste. D'emblée, grèves et manifestations se situent sur le **plan politique**. C'est contre l'Etat gaulliste, autoritaire et policier que les travailleurs descendent dans la rue et s'emparent des usines.

Que les murs de la soumission et de la résignation devant l'ordre établi soient tombés, non seulement pour les secteurs les plus arriérés de la classe ouvrière, mais aussi pour les catégories les plus marginales de la population, rien ne l'atteste mieux que la lecture des communiqués des comités d'occupation : partout, l'autorité, la hiérarchie, la tradition sont bafouées par le zèle iconoclaste de millions de travailleurs qui se sentent soudainement maîtres de leur propre destin. Partout, les simples travailleurs, les « obscurs tâcherons », ceux qui se situent au bas de l'échelle sociale, et qui ordinairement ont tout juste le droit de se taire, donnent leur avis, font entendre leur voix, s'estiment en droit de critiquer, d'amender, de rebâtir, d'innover... **Partout, s'active l'initiative libérée des masses.**

« Ceux d'en bas ne veulent plus être dirigés comme précédemment ». Ils veulent décider eux-mêmes de leur propre destin.

TOUT DEPEND DU PCF

La seconde condition - crise objective du régime entravant le fonctionnement normal de l'Etat - ne se trouve que partiellement satisfaite, dans la mesure où la situation objective du capitalisme français ne lui permet pas de faire des concessions importantes aux masses, même temporairement. Si le gouvernement ne cède pas aux revendications « raisonnables » (en égard à l'ampleur du mouvement), de la C.G.T., on voit mal comment il résorberait la crise.

Mais, s'il cède, c'est toute sa politique économique qui se trouve bouleversée, et on peut s'attendre à de nouvelles difficultés majeures à court terme.

Mais la seconde condition ne se trouve pas satisfaite parce qu'il n'existe pas aujourd'hui de crise du pouvoir : les députés bourgeois se sont bien gardés de renverser le gouvernement en période de grève générale.

A quelques mutations près, le gouvernement Pompidou est parfaitement en mesure de garder les rênes en mains. Le pouvoir gaulliste conserve une certaine marge de manœuvre. Si les organisations ouvrières se montrent complaisantes, il peut finalement désamorcer la bombe pour un temps.

L'issue de la crise se trouve aujourd'hui entre les mains des organisations ouvrières et en premier lieu du P.C. Tout est là pour prouver qu'il a choisit la voie du retour à l'ordre, contre de nouveaux mais problématiques « accords Matignon ».

TOUT EST POSSIBLE

Pourtant, aujourd'hui, tout est possible. Il est possible d'organiser les millions de grévistes occupant leurs usines en Comité de grève, regroupant tous les travailleurs en lutte, syndiqués ou non. Ces Comités peuvent élire les délégués des travailleurs, chargés de diriger la grève, responsables devant la base et révocables à tout moment. Il est possible de coordonner ces mêmes comités de grève dans une branche d'industrie. Il est possible d'implanter des comités d'action dans les facultés et les quartiers. Il est possible de construire ainsi les organes spécifiques du pouvoir populaire ; Il est possible de conquérir tout le pouvoir par ces comités d'action et de grève, au terme d'une ultime épreuve de force avec l'Etat bourgeois. Il est possible ainsi de créer un ordre social nouveau, la démocratie soviétique, qui n'a rien à voir avec la caricature hideuse qu'en donnent les régimes staliens.

Mais pour cela, il faut être un Parti Communiste et non un **parti social-démocrate de type nouveau**, à l'horizon irrémédiablement borné par les préoccupations parlementaires et électorales. Les milliers d'étudiants, les milliers de jeunes travailleurs qui ont été à la pointe du combat, ne négligeront aucun effort pour déjouer les manœuvres de collaboration de classe de la direction du P.C.F. et de la C.G.T. Inlassablement ils organiseront les comités de grève, les comités d'action. Ils s'efforceront d'unir en une force unique les nouvelles avant-gardes qui se sont dégagées de la lutte. Afin que se construise le parti ouvrier révolutionnaire qui saura donner une issue victorieuse aux crises sociales de demain.

Jeudi 23 mai.

Occupations d'usines



L'occupation de la Sorbonne par les étudiants a fait tâche d'huile. Commencées dans des usines périphériques - Sud-Aviation à Nantes, Renault à Cléon près de Rouen - la vague d'occupation, les grèves illimitées atteignent les usines Citroën symbole de la répression patronale, les usines Michelin aux patrons de choc.

La montée évolutionnaire s'étend à tous les travailleurs qui « occupent » les grands magasins, l'Opéra, les gares, les hôtels ; la Banque de France ne fabrique plus de billets, les abattoirs de la Villette sont en grève. La majorité obsolue des salariés est entrée en action contre le régime ?

Tout s'est passé très vite : 2 jours après la grève générale du 13 mai déclenchée sans préavis, « l'Humanité » signale en page 9 l'occupation de Sud-Aviation et lui consacre 7 lignes. 48 heures plus tard, Renault à Billancourt, locomotive traditionnelle du mouvement ouvrier déclare la grève illimitée. Dès lors le problème de la liaison entre la classe ouvrière et les étudiants est posé.

La rapidité du mouvement et son ampleur ont surpris les directions syndicales. A Sud-Aviation, les 2.000 ouvriers participaient depuis 3 semaines à des mouvements revendicatifs pour une compensation de salaires afin de couvrir les pertes dues aux réductions d'horaires ? L'occupation de l'usine s'accompagnait d'une action significative du degré de combativité, de la politisation des travailleurs de l'usine : le directeur de l'usine était enfermé dans son bureau et les portes étaient soudées. Ce geste symbolique de la détermination des ouvriers a été condamné par G. Ségué, secrétaire général de la C.G.T., qui a garanti qu'il ne se renouvellerait pas.

Chez Renault, à Billancourt, c'est un atelier seul qui a déclenché le mouvement d'occupation et appelé l'ensemble de l'usine à s'y rallier. Et ce n'est qu'après que plusieurs milliers de travailleurs se soient joints au mouvement, que la C.G.T. appelait à la grève illimitée.

Si les primes anti-grèves n'ont pas empêché l'extension du mouvement, c'est que l'expérience de la grève générale du 13 mai avait été comprise : les grévistes avaient obtenu le paiement de la journée du lundi, alors que d'ordinaire, à l'occasion de grèves tournantes, les primes anti-grèves jouent à plein et freinent l'action revendicative par les diminutions de salaires qu'elles provoquent.

Le ralentissement de l'action du mouvement étudiant a été ressenti avec une acuité extrême chez les jeunes travailleurs qui ont été surtout les premiers à se lancer dans la lutte. Ce clivage est la conséquence du chôma-

ge et de la déqualification qui pèsent lourdement sur eux ; leur degré de syndicalisation est très faible.

La décision de lutter qui avait conduit les travailleurs les plus jeunes à retrouver après l'occupation de la Sorbonne, les traditions de Juin 36, en occupant les usines, s'est manifestée avec force par la présence massive de 20.000 ouvriers au meeting de la Régie Renault. Dès cet instant, la récupération a commencé ; la C.G.T. reprenait à son compte le mot d'ordre d'occupation des usines et prenait la tête du mouvement, en organisant et surtout contrôlant les piquets et comités de grève.

Quant aux revendications, alors que le 15 mai, « une journée nationale d'action pour l'abrogation des ordonnances », organisée par la C.G.T. et la C.F.D.T. se traduisait par « des réunions, des signatures, des pétitions, des démarches auprès des parlementaires » (l'Humanité du 15-5-68), le catalogue des revendications désormais très audacieux comprend l'abrogation des ordonnances.

Le cordon sanitaire

Par crainte du mouvement étudiant qu'elle ne contrôle pas, redoutant les conséquences des contacts entre jeunes travailleurs et étudiants, la C.G.T. s'emploie à isoler ces derniers, à éviter toute convergence des luttes, alors que la chute du régime est à l'ordre du jour, même si une grande incertitude règne quant aux perspectives d'avenir, et même si Mitterand fait figure d'épouvantail. Les mots d'ordre « de Gaulle à la porte », à bas l'état policier », « dix ans ça suffit », lancés par les étudiants ont été repris par tous, aussi bien pendant la grève du 13 mai que durant la manifestation à Renault-Billancourt.

C'est dans ce contexte que la C.G.T. à Renault choisit de couvrir les murs d'une affiche qui rappelle les périodes les plus sombres du stalinisme et dont le contenu est en substance le suivant : « des milieux étrangers à la classe ouvrière » ont pour objectif de « susciter la division dans les rangs des travailleurs de la C.G.T. pour les affaiblir », de « souiller l'organisation syndicale » par leur « sale besogne », et pour cela, « ils touchent une grosse récompense pour les loyaux services rendus au patronat ».

Une fois la ligne définie, sa mise en application se traduit par l'opposition du Bureau Confédéral à la manifestation étudiante de solidarité avec les travailleurs de la Régie. On prétend même que cette opposi-

tion aurait été l'émanation des 20.000 participants au meeting tenu à Renault, ce qui est démenti par les participants au meeting ; la C.F.D.T. de Renault devait nier avoir déconseillé la manifestation.

Des faux-bruits circulent ; on raconte qu'une quinzaine d'étudiants auraient démolé des voitures stationnées devant l'usine Renault. L'établissement de ce cordon sanitaire est destiné avant tout à protéger les jeunes travailleurs peut être plus sensibles aux influences pernicieuses. Sur une mise en garde affichée à Renault, les lignes suivantes étaient soulignées : « Cette mise en garde est sans doute superflue pour la majorité des travailleurs de la Régie qui ont connu dans le passé de telles agitations. Par contre, les plus jeunes doivent savoir que ces éléments servent la bourgeoisie... à chaque fois que la montée de l'union des forces de gauche menace ses privilèges ».

Faut-il supposer que ceci répond à un sentiment d'hostilité de la classe ouvrière à l'égard de la « jeunesse dorée » et des « fils à papa » ? Ceci ne semble guère fondé. Le soir même de l'occupation de la Régie Renault, la manifestation étudiante qui s'est dirigée vers Billancourt était attendue ; à travers les grilles fermées, les conversations s'engagèrent. « C'est vous qui avez fait démarrer le mouvement... Une fois le train en marche on est monté dedans », ainsi furent accueillis les étudiants. Echanges d'expériences, confrontations de revendications, malgré les grilles « fermées par peur des provocateurs », on promet de revenir le lendemain : le drapeau rouge du cortège étudiant est hissé sur l'usine.

Le lendemain soir à la même heure, à l'annonce par la radio de la manifestation, 500 ouvriers de la Régie attendent sur la place Nationale ? Il est 18 h 30. La cantine va fermer ; à quelqu'un qui propose d'aller manger, il est répondu : si les étudiants viennent à pied du quartier latin, on peut bien se passer de repas. L'arrivée du cortège est très applaudie au grand dam des dirigeants de la C.G.T.

En fait, en empêchant la convergence des luttes ouvrières et étudiantes, on risque de démobiliser les uns et les autres. Les occupations d'usine, souvent passives sont contrôlées par la C.G.T. ; il en découle certaines difficultés de rencontre et de discussions communes dans les entreprises, semblables à celles qui se sont déroulées dans la Sorbonne. Cela explique que les étudiants soient venus moins nombreux aux portes des usines alors que leur venue aurait pu précisément donner aux occupations un tout autre caractère et faire en sorte que si « dans les ateliers, les machines dorment », comme le dit si joliment « l'Humanité », au moins les hommes parlent.

La difficulté de créer des comités de grève en dehors des délégués syndicaux engendre le mécontentement et diminue la combativité ; les spectacles de théâtre ou autres que l'on donne à la régie ne sont que des entreprises de démobilisation dans un climat que l'on veut d'ordre et de résignation.

Mais la crise actuelle est, comme l'a déclaré Giscard d'Estaing une « crise politique à expression économique et sociale ». La grève du 13, déclenchée en solidarité avec les étudiants, à la suite de leur action dans la rue était une grève politique, d'une ampleur inégalée. Cela témoigne de la solidarité de fait des travailleurs et des étudiants, de leur volonté commune d'abattre le pouvoir. Ces facteurs subjectifs, malgré les directives syndicales se traduisent aujourd'hui par le fait qu'une partie de la classe ouvrière, encore minoritaire a participé aux barricades et aux combats de rue. C'est ce phénomène qui est irréversible et qui, qu'elle que soit l'issue du combat, est d'ores et déjà une victoire.

« IL FAUT SAVOIR TERM

Les directions des centrales n'ont pas donné l'impulsion originelle aux grèves actuelles. Elles n'ont à aucun moment donné de consignes générales, si ce n'est de vagues conseils que les travailleurs n'ont pas attendus, du genre « décidez vous-même si vous voulez occuper votre usine » (1). Quand la direction d'un syndicat n'est ni à l'origine d'un mouvement, ni capable de le généraliser, quand les travailleurs prennent tout seul l'ensemble des décisions sur leur combat, on peut poser la question : ces directions sont-elles toujours des alliées des travailleurs, ne sont-elles pas plutôt un frein à leur action ?

Au départ des grandes grèves, on trouve un mouvement spontané, inspiré par l'exemple du mouvement étudiant : à Renault-Cléon, où un militant de la JCR interviendra, dans un meeting à Flins, à Billancourt, l'occupation a été décidée par les travailleurs, sans consignes du syndicat, après une grève de quelques heures lancée par la CGT. A la NMPP, les dirigeants du syndicat du livre essayeront de « faire entendre raison » aux travailleurs.

En vain. A Sud-Aviation, même schéma : les entreprises qui ont lancé le mouvement l'ont fait sans demander la permission aux différents bureaux confédéraux. La suite de la grève et son extension ont été reprises en main par les cadres moyens du syndicat : alors que les directions continuaient à masquer leur impuissance sous la consigne « faites ce que vous voulez », les cadres syndicaux de base ont organisé eux-mêmes la lutte. Dans le secteur nationalisé à la SNCF, à la RATP, « toute liberté » est laissée aux sections de base pour prendre toutes les décisions. Les cadres organisateurs de la grève et des occupations, en contact constant - au contraire des dirigeants - avec une base chauffée à blanc, ne peuvent pas ne pas poser la question : mais à quoi sert donc la direction ?

Ces militants chevronnés ont retrouvé pendant cette période la liberté d'action qu'une direction bureaucratique leur refusait en temps normal. Certains pousseront jusqu'au bout la logique de leur action ; les innombrables contacts pris par les étudiants dans le cadre du comité de liaison ouvriers - étudiants montreront que dans de nombreuses entreprises une attitude extrêmement critique à l'égard des directions s'est développée. Le syndicat du bronze CGT rompt même les relations avec la direction confédérale, et établit des contacts continus avec le centre nerveux que constitue désormais la Sorbonne.

Plus importante que le gauchisme spontané de la base, qui met souvent sur le même plan la CGT comme organisation et sa direction est l'attitude de ces cadres organisateurs de la classe ouvrière, amenés pour la première fois depuis 20 ans à retrouver leur autonomie dans l'action et pour l'action. Les initiatives se multiplient, telles le comité de liaison des travailleurs sans emploi, où les militants prendront sur eux de créer pour la première fois à Paris un organisme de lutte pour les chômeurs. La base, qui met sur le même plan les déclarations de Seguy et celles du gou-

vernement, non sans une certaine confusion, reconnaît dans ses militants sa seule direction de lutte.

C'est dans ce contexte qu'il faut comprendre l'attitude prise depuis quelques jours par les directions de la CGT et la CFDT. Attitudes qui, pour être apparemment contradictoires, correspondent à la même tactique : faire rentrer le fleuve dans son lit, reprendre en main la direction des opérations.

Pour cela, un certain « gauchisme » au moins verbal, a été nécessaire. Dans une période de lutte intense, il était impossible de s'opposer de front à un mouvement qui brisait tous les cadres habituels.

En avançant des mots d'ordre revendicatifs de caractère radical, les bureaux confédéraux peuvent espérer rester à la direction des luttes. A condition bien sûr que ce caractère radical reste pris dans une stratégie qui ne remet en question les bases mêmes du régime capitaliste. Au niveau politique, la lutte pour un « gouvernement démocratique et populaire » peut prendre un caractère de lutte de masse : mais il reste que la bataille est menée pour porter au pouvoir la fraction de la bourgeoisie qui se reconnaît en Mitterrand.

Au niveau syndical, les choses sont un peu différentes : si le CP a les mains relativement libres, les centrales se trouvent contraintes à tenir compte d'un mouvement où tous leurs militants se trouvent profondément engagés. Leur marge de manœuvre est plus restreinte, car leur base, au contraire de celles des partis politiques, est directement dans la lutte.

L'attitude de la CFDT est assez complexe : elle a témoigné d'une volonté apparente de se lier au mouvement étudiant. Elle a par ailleurs au niveau des mots d'ordre, mis en avant de préférence les questions de contrôle et de gestion, et ne s'est pas gênée pour critiquer le caractère uniquement quantitatif des mots d'ordre de la CGT. Les revendications des deux Centrales sont semblables, mais elles mettent chacune l'accent sur une partie de ce programme.

La CFDT « exige l'accroissement du pouvoir syndical dans l'entreprise », dont elle explique qu'il rejoint le « pouvoir étudiant » à l'Université. A Jeanson ira jusqu'à écrire, dans « Le Monde » il est vrai, et non dans un tract, que la CFDT « ne saurait se satisfaire de succès alimentaires », mais qu'elle entend « lutter contre le pouvoir capitaliste ». Le débat sur l'autogestion a pu passer pour un débat entre gauchistes et réformistes : Seguy explique que « l'autogestion est une formule creuse » : il refuse de mettre en avant toute revendications de contrôle ouvrier. Mais poser, comme le fait la CFDT, le problème du pouvoir dans l'entreprise, n'est valable qu'à une condition, c'est que le problème du pouvoir d'Etat lui-même soit posé. Les travailleurs n'ont pas à envisager de gérer les usines alors qu'ils ne gèrent pas l'Etat. Le contre-pouvoir ouvrier, n'est pas, comme semblent le croire les cédétistes, l'addition « pouvoir-étudiant + pouvoir paysan + pouvoir des travailleurs », chacun prenant la gestion de son secteur. La question du pouvoir est une question globale, une question politique. Le seul pouvoir que les travailleurs ou les étudiants peuvent conquérir au niveau de leur secteur, c'est celui de participer à la gestion capitaliste du secteur en question. On juge ceux qui prétendent poser la question du pouvoir au fait qu'ils proposent une union effective des différents secteurs en lutte contre le pouvoir central, le pouvoir d'Etat. Or en dépit



de toutes ses proclamations, la direction de la CFDT s'est trouvée d'accord avec celle de la CGT pour empêcher la fusion des luttes des étudiants et des travailleurs : toutes deux ont interdit l'entrée des usines aux étudiants ; Descamps n'a envisagé à aucun moment de proposer des formes de luttes communes (manifestations ou autres). Nous refusons de nous contenter de croire à la « convergence » de luttes séparées, se menant toutes sur des objectifs revendicatifs sectoriels, fussent-ils de pouvoir. Les revendications de pouvoir syndical se traduisent en fait soit par des revendications de libertés syndicales pures et simples, qui sont des revendications élémentaires : droit de constitution des sections syndicales d'entreprise, liberté d'information, attribution sur le temps de travail d'heures de réunion, etc..., soit, par des revendications de gestion, qui, elles présentent un danger évident : le droit de négociation des salaires, ou le droit pour les représentants syndicaux de participer aux réunions de commissions paritaires.

1) G. Seguy, dans une conférence de Presse : « Pourquoi lancer un ordre de grève générale, alors que les travailleurs... se réunissent pour décider démocratiquement des arrêts de travail ? » Mais alors, pourquoi un bureau confédéral ?

MINER UNE GREVE

M. Thorez



Or, ce « pouvoir syndical » n'en n'est pas un : les commissions paritaires ne sont jamais de véritables lieux de décision, la présence de représentants syndicaux, souvent liés par le secret, n'apporte rien aux travailleurs sur le plan de la connaissance du fonctionnement réel de l'entreprise. Les livres de comptes nécessairement truqués ne sont ouverts qu'à quelques bonzes syndicaux. Finalement, la présence des représentants des travailleurs ne fait que paralyser le mouvement autonome des travailleurs, que donner leur caution aux mesures prises dans le cadre de la gestion capitaliste.

Seguy aurait-il donc raison ? En fait, son critère de l'autogestion n'est pas un critère qui dévoile le fond du problème : ce dont Seguy a peur, c'est bien plutôt des tentations gauchistes que peut recouvrir une telle formule.

En fait, il est vrai qu'au travers d'un langage assez flou, de nombreux militants CFDT

ont été amenés à prendre des positions radicales. La CFDT n'est pas aussi étroitement contrôlée que la CGT par un parti à perspectives parlementaires. Ses militants sont plus libres de leurs mouvements. Mais au niveau de la direction, la stratégie reste une stratégie réformiste. Il s'est trouvé que la CFDT a cru pouvoir jouer le mouvement étudiant contre la CGT. Elle était prête à témoigner une certaine « sympathie » pour ledit mouvement dans la mesure où il pouvait renforcer son propre poids face au puissant appareil CGT-PC.

Pour les militants révolutionnaires, il n'est pas question de jouer la carte CFDT, contre la CGT ; il est simplement possible d'utiliser les possibilités d'action qu'elle nous donne peut être involontairement pour amener une prise de conscience révolutionnaire chez les militants ouvriers.

La CGT elle, s'en tient strictement aux revendications quantitatives autour desquelles,

suivant une belle formule de son secrétaire général, « elle monte la garde ».

Bien loin de remettre en question le pouvoir capitaliste, l'ordre établi, Seguy explique dans une conférence de presse mardi matin que « l'opinion publique bouleversée par les troubles et la violence, angoissée par l'absence complète d'autorité de l'Etat, a vu en la CGT la grande force tranquille qui est venue rétablir l'ordre au service des travailleurs (sic) ».

Au niveau des mots-d'ordre, Seguy a tout de même été contraint, comme Descamps, à radicaliser un peu son programme : l'augmentation des salaires, 600 F. par mois minimum, 1.000 F dans certains secteurs, ou encore l'exigence d'une augmentation de 200 F pour tous dans d'autres. Si l'exigence du plein-emploi est une formule creuse, l'abrogation des ordonnances sur la sécurité sociale, le retour aux 40 heures, comme les augmentations de salaires, constituent un programme effectivement inintégré par le régime gaulliste : sa satisfaction est totalement impossible dans le cadre économique actuel. L'abrogation des ordonnances l'est dans le cadre politique.

Seguy a été jusqu'à déclarer que « les revendications des grévistes seraient posées tant qu'elles ne seraient pas satisfaites, quel que soit le régime ». A ceux qui ont pu croire que la CGT présentait un véritable programme transitoire, posé en ultimatum même à un gouvernement « de gauche », les faits sont venus montrer que la couverture ultra-gauche de Seguy n'a servi qu'à masquer un recul délibéré après une reprise en main du mouvement. Si la direction CGT refuse d'envisager le problème du gouvernement, ce n'est pas pour refuser un gouvernement « de gauche », mais bel et bien pour se permettre de reconnaître le gouvernement Pompidou comme interlocuteur valable.

A la question « la CGT a-t-elle l'intention d'entamer l'action pour la disparition du patronat, prescrite dans ses objectifs statutaires ? » Seguy répond : « Il ne faut pas prendre ses désirs pour des réalités » (Interview sur Europe 1 du samedi 18 mai).

Le programme de la direction de la CGT, on le sait maintenant, n'était pas un programme de lutte, entraînant la mise en question du pouvoir capitaliste lui-même. C'était un programme maximum soumis à négociations. La direction de la CGT a refusé de faire remonter jusqu'au sommet du pouvoir la mise en question engagée à la base ; elle a intégré un certain nombre de revendications justes dans une stratégie où elles perdent toute valeur, où elles deviennent une simple monnaie d'échange pour les négociations. Directions de la CGT et de la CFDT se sont retrouvées ensemble pour annoncer au soir du 22 mai qu'elles acceptaient d'engager les négociations avec Pompidou. Il devenait clair qu'en reconnaissant l'intangibilité du pouvoir gaulliste, Seguy, Descamps et autres préparent le moment où ils pourront ressortir le fatidique « il faut savoir terminer une grève ».

Les négociations annoncées aboutiront-elles à de nouveaux accords Matignon ? En fait, la situation est fondamentalement différente de juin 1936 : d'abord le gouvernement de la répression est plus que jamais en place, et il est même reconnu par ceux-là mêmes qui prétendaient le contester. Ensuite, les concessions éventuelles du patronat ne pourront d'aucune façon atteindre même provisoirement l'ampleur de celles de 1936 : le marché

commun et la concurrence internationale rendent très faibles la marge de manœuvre du patronat. Dans ces circonstances, engager des négociations où ne pourront être arrachées que d'infimes avantages par rapport au programme présenté. A défaut de pouvoir céder sur l'économique, le pouvoir va forcer sur l'idéologique : tous les dangers des positions sur l'autogestion apparaîtront alors. Comme l'a dit Descamps, ces revendications sur la participation peuvent être satisfaites sans que cela ne coûte rien au patronat. Et si un patron réticent parce que retardataire s'y opposait, le gouvernement gaulliste plus conscient des intérêts de la classe capitaliste en général, pourrait se payer le luxe de jouer les arbitres et d'imposer les réformes sur la participation.

NOS TACHES

Il est donc urgent de préparer les travailleurs à cette manœuvre conjuguée du patronat, du gouvernement et des bureaucraties syndicales. Ce qui sera obtenu dans les négocia-

tions sera, nous l'avons dit, nécessairement infime sur le plan des revendications concrètes. La désillusion des travailleurs sera grande, et la prise de conscience de la nécessité de poser le problème du pouvoir capitaliste peut en résulter. A condition que les travailleurs ne se laissent pas prendre au mirage de la cogestion, contre lequel il faut dès à présent centrer nos attaques. Il faut maintenir l'occupation des usines et les grèves, en présentant le programme des grévistes non comme une base de négociations, mais comme un ultimatum : qu'il s'agisse des augmentations de salaires, des diminutions du temps de travail, de l'abrogation des ordonnances.

Il faut donner à ces revendications un caractère transitoire. Nationalisation des entreprises occupées et gestion par les comités de travailleurs, contrôle ouvrier sur la formation professionnelle, l'organisation du travail et la gestion de l'entreprise, divulgation des livres de comptes (et non communication à quel-

ques bureaucrates). A ces revendications, il faut joindre l'exigence de formes de luttes adaptées : Comités de grève élus par tous les grévistes sur le programme de revendications, assurant la direction de la mobilisation, alors que c'est actuellement les directions des sections syndicales qui se la sont attribuées.

Par l'intermédiaire des comités d'action travailleurs - étudiants, expliquer la nécessité de la fédération de ces comités de grèves pour constituer une direction de la lutte non soumise à la bureaucratie syndicale. En posant la question de la direction de la mobilisation, on pose concrètement la question de l'affrontement au sommet avec le pouvoir d'Etat, la question du pouvoir. Constituer enfin partout des comités d'action, structure **permanente** (au contraire des comités de grève) regroupant les seuls militants politisés et permettant d'instituer au niveau, non plus des entreprises, mais des quartiers, de la rue, une agitation permanente et politique pour le pouvoir au travailleurs.



1936-1968 ?

L'idéologie dominante, qui sous couvert de bon sens populaire, fait reconnaître comme des évidences les principes nécessaires à la survie du régime bourgeois est fortement ébranlée par la crise actuelle. Et s'il est vrai que l'idéologie dominante est autre chose qu'un simple luxe secrété par la classe bourgeoise, s'il est vrai qu'elle a pour fonction précise de faire admettre à tous les règles qui maintiennent, à la façon des cercles d'un tonneau, l'assemblage social, alors l'expérience acquise aujourd'hui est une arme importante pour les luttes à venir.

Il a suffi d'un petit pavé dans la mare de l'ordre pour que ça bouge, ça grouille et ça gueule.

Les français, les braves gens, toutes ces abstractions faciles, se subdivisent en classes bien concrètes, conscientes de leurs intérêts, pour découvrir que la société craque dans ses fondements. Ce n'est pas là un sentiment confus, mais une réalité quotidiennement éprouvée : l'état des rues, les difficultés du transport et du ravitaillement, la menace sur le franc, tout concourt à montrer où sont les forces réelles, quels sont leur antagonisme, et qui sont ceux qui font vivre et durer la société.

La bourgeoisie sent le sol se dérober sous ses pas ; la rhétorique parlementaire dissimule mal l'inquiétude quand elle ne l'avoue pas crûment : Giscard réaffirme le oui au détriment du mais pour ne pas « ajouter l'aventure au chaos ». Les mythes sociaux et humanitaires par lesquels la bourgeoisie se justifiait y compris à ses propres yeux, ont volé en éclats en même temps que tombait le masque de la pseudo-neutralité gouvernementale, en même temps que l'état était contraint, devant le problème des barricades, à dévoiler son caractère de classe et sa fonction répressive.

Mais les bourgeois ne sont pas seuls sous le charme de leur propre idéologie quand elle est dominante. Tous ceux, réformistes et conciliateurs, qui se rassuraient à coup de proverbes et de bon sens populaire, sont également écartelés par la crise.

Il est trop facile, pour excuser sa propre impuissance, sa peur ou sa servilité, d'évoquer l'évolution maligne du capitalisme qui tendrait à résoudre les contradictions, c'est une démission pure et simple devant les conditions dites objectives.

Car il n'est pas vrai que le capitalisme évolue naturellement, s'adapte et se rationalise. De même qu'il n'a jamais été vrai qu'une crise suffisait à l'enterrer. Une crise économique, c'est seulement une période de faiblesse et de réajustement, au cours de laquelle les lois économiques, jouant le rôle d'un thermostat, permettant au système de repartir sur des bases assainies.

Pour qu'une crise économique devienne dangereuse politiquement pour le capitalisme, il a toujours fallu qu'une force révolutionnaire solidement structurée élargisse les brèches et dépasse la crise dans le sens d'une transformation radicale de la société.

En cas de crise, le prolétariat organisé joue donc un rôle décisif. Mais s'il n'y a pas de crise ?...

Car, comme chacun sait, la planification indicative, les ordinateurs électroniques, l'intervention de l'état, etc... Là encore le raisonnement est vicié à l'origine. De même que l'issue d'une crise n'est pas indépendante des forces qui y sont en cause, de même le dé-

clanchement d'une crise n'est pas indépendante des forces qui constituent la chair du système capitaliste.

Il est possible que grâce à la passivité des organisations ouvrières, la bourgeoisie s'aménage quelques digues de sécurité. Mais si le prolétariat, en tant que producteur et consommateur, ne reconnaît plus les règles du jeu, il contribue au déséquilibre du système et à l'ouverture d'une crise.

La méthode qui consiste à juxtaposer statiquement les « conditions objectives » et les « conditions subjectives » a toujours offert un alibi aux réformistes. Il n'est pas vrai que le capitalisme s'adapte, évolue, se rationalise, et qu'on n'y peut rien. Sa capacité à évoluer est inversement proportionnelle à la capacité, qu'ont les syndicats et les partis, d'armer politiquement et organisationnellement la classe ouvrière.

Chacun ou presque s'accorde aujourd'hui à reconnaître le rôle de détonateur joué par le mouvement étudiant dans la crise actuelle. Ce qui revient à lui reconnaître le rôle de facteur objectif. En mettant, par l'action directe, le gouvernement et les forces démocratiques au pied du mur, la lutte des étudiants a ébranlé l'édifice des compromissions et des connivences discrètement acceptées, le jeu de la légalité parlementaire, possible seulement si tous s'accordent à le respecter.

Cette lutte a ainsi libéré une énergie latente que peu soupçonnaient. Lors de la promulgation des ordonnances, nous disions que les syndicats ne pourraient louvoyer longtemps. Cette offensive de classe de la bourgeoisie n'offrait que deux solutions aux organisations ouvrières : ou la riposte de classe caractérisée, ou la capitulation sans combat.

Les syndicats pour avoir voulu se dérober à la lutte tout en conservant leur audience ont accumulé les luttes partielles et les journées d'action démobilisatrices. Dans cette situation, la moindre étincelle pouvait mettre le feu aux poudres.

C'est ainsi qu'un prolétariat qu'on disait soumis, apathique et repu s'est soudain réveillé en tant que classe, recouvrant ses facultés politiques que les plus pessimistes et les plus timorés croyaient à jamais perdues. Aujourd'hui, la télé, le frigo et la voiture ne sont pas un luxe mais un acquis historique presque aussi intangible et nécessaire que le pain en 1789.

De même qu'en 1961, la « loi unique » avait déclenché un éveil brutal du prolétariat, de même les ordonnances, en portant atteinte aux conquêtes et à la sécurité de la classe ouvrière, ont apporté les conditions d'une révolte qui ne peut surprendre que le bureaucrate, le philistin, et le curé. Qu'il suffise de rappeler qu'en 1961-62, le prolétariat belge désireux de faire céder le pouvoir d'état, a parcouru en quelques semaines toute une gamme de mouvements d'ordre transitoire pour poser le problème décisif de l'armement du prolétariat.

Que le prolétariat s'insurge, c'est dans l'ordre des choses. Mais ce qui donne une idée de la profondeur de la crise présente, ce sont les symptômes d'effritement des bases sociales du régime. Il serait peut-être hasardeux de répandre aujourd'hui sans discernement le schéma de la petite-bourgeoisie instable qui doit se rallier au prolétariat ou à la bourgeoisie. L'idée reste juste, mais la différenciation des couches moyennes appelle un affinement de l'analyse.

Néanmoins, il est des phénomènes qui ne trompent pas. L'attitude des habitants de la

rue Gay-Lussac constituait un premier indice de même que la mobilisation de chauffeurs de taxi venus spontanément se proposer au ramassage des blessés. Mais depuis les éléments s'accumulent.

Les paysans bretons fraternisent avec les ouvriers. Les jeunes cadres occupent le CNPF ; les élèves architectes et celui des médecins. Les grandes écoles et les Beaux-Arts caractérisées habituellement par un apolitisme de droite contestent l'enseignement reçu, la profession promise et la société dans son ensemble. Les hiérarchies sont bousculées. Les étudiants et les infirmières refusent le pouvoir du professeur Soulié ; le personnel met un palace en autogestion. Enfin le syndicat des policiers lui-même informe le gouvernement que la colère de ses adhérents menace de « s'extérioriser... » Lorsque les garçons coiffeurs et les garçons de café rejoindront le mouvement, alors la décomposition sociale du régime sera plus qu'avancée.

Certes, ce mouvement n'est pas toujours solide et homogène politiquement ; il témoigne surtout d'une aspiration confuse au renouveau. Il n'en demeure pas moins que toute brimade, toute forme de coercition provoque des réactions violentes. Aujourd'hui chacun est pris d'un sentiment profond de libération : les usines, les facultés sont occupées, les directeurs séquestrés ; au Quartier latin, on ne trouve plus l'ombre d'un flic qui ose donner l'ombre d'une contravention. Tous les tyranneaux quotidiens sont mis à raison.

Voilà la crise telle qu'elle se vit au jour le jour, dans un régime en perte d'idéologie. Au niveau des appareils politiques, on tente de ramener la France égarée à la Raison de l'Etat bourgeois. Les directions des grandes centrales annoncent tout à coup leur volonté de négocier avec le gouvernement, reconnaissant comme intangible et seule source possible du pouvoir les responsables de la répression. Elles annoncent leur intention de « négocier » sur un programme qu'elles ont présenté aux travailleurs comme un programme de luttes sans compromission.

Mais le temps n'est guère favorable à de nouveaux « accords Matignon ». Ce gouvernement auquel tous les travailleurs ont crié leur mépris et leur haine est toujours en place ; la marge de manœuvre de la bourgeoisie française, face à une concurrence internationale sévère dans le cadre du marché commun, est des plus restreintes : elle ne peut accorder, sans compromettre tout son équilibre économique, que d'infimes concessions, même si elle a l'assurance de regagner en 1 an ou 2 le terrain perdu, comme en 1936. En acceptant de négocier, les directions des centrales syndicales préparent aux travailleurs de lourdes déceptions : on marchera bientôt dans les usines sur un tapis de désillusions ; et la colère des travailleurs, si les révolutionnaires savent leur expliquer que seule la **question du pouvoir** est fondamentale, pourrait bientôt donner naissance à de nouvelles explosions ; explosions peut-être plus graves, car les masses pourraient bien avoir enfin l'avant garde et la direction qu'elles méritent.

COMITES D'ACTION LYCÉENS

Nés en Novembre 1967, engendrés pour la plupart par les Comités de lycées du CVN les CAL sont devenus en deux semaines une force politique avec laquelle il faut bien compter. Au début de ce mois, Monsieur Peyrefitte ne signait-il pas une circulaire enjoignant aux directeurs d'établissement de ne pas reconnaître les CAL et de ne leur accorder aucun moyen d'expression à l'intérieur des locaux scolaires ? N'affirmait-il pas péremptoirement que, dans tous les cas de figure, les épreuves du Baccalauréat se dérouleraient les 6 et 7 juin ? Que reste-t-il aujourd'hui de cette morgue impuissante ? Le Bac est bien loin, perdu dans la tourmente politique et sociale qui bouleverse la société française dans son ensemble. Il importe d'insister sur l'importance de l'action des lycéens, partie prenante de la déflagration qui a favorisé la vague de fond ouvrière venant après la révolte étudiante.

La partie n'était nullement gagnée d'avance pour les militants les plus politisés des CAL, leurs inspirateurs. Mais ce qui est apparu dans les lycées est largement comparable à

ce qui s'est vu dans les Facs elles mêmes : après la « nuit des barricades », l'immense manifestation du 13 mai, le meeting du Champ de Mars, l'occupation massive des Facultés et le vaste mouvement idéologique amorcé à cette occasion, une seconde vague moins sympathique a déferlé sur les lycées : la meute de ceux qui s'engouffraient au travers de la brèche ouverte dans la muraille politique de la société, pour y faire passer en priorité leurs préoccupations réformistes, en particulier en ce qui concerne le problème des examens.

- (les CAL ont finalement refusé de poser le problème du Bac dans les termes officiels, ils ont adopté une solution provisoire qui s'oppose en tout état de cause à la sélection instaurée par le plan Fouchet. L'examen est accordé après réunion d'un conseil de classe comprenant des représentants des élèves, chaque « recalé » pouvant tenter un oral de rattrapage.) -

C'est pourquoi il était important que l'Assemblée Générale des CAL réunie les 17 et 18 mai dans le Grand Amphithéâtre de la Sorbonne, réaffirme nettement, majoritairement, sa position. Le combat que les CAL entendent mener est dirigé contre les structures sclérosées et aliénantes de l'Université bourgeoise et contre les mécanismes fondamentaux de la société capitaliste. Les CAL continuent à participer pleinement aux luttes les plus radicales : nombreux sont les lycées de Paris et de sa banlieue à être occupés, où les CAL organisent également des actions de soutien aux travailleurs en grève et forment des Comités d'Action de quartier.

Et les CAL ne sont pas seulement une force de frappe dans les lycées : l'entrée de leurs militants dans la vie politique renforce d'ores et déjà considérablement les rangs de l'Avant-Garde révolutionnaire.

AVANT-GARDE JEUNESSE

Directeur de publication : Gérard Verbizier

Imprimerie spéciale de l'Avant-Garde



depuis la semaine de barricades
une psychose apparaît chez certains
parents.

